

## Pour un moratoire

Toutes les associations d'élu.es ont déploré la méthode du gouvernement qui, en remettant précipitamment en cause les contrats aidés sans concertation préalable avec les collectivités, va à l'encontre de l'objectif de «pacte de confiance» entre les pouvoirs locaux et l'État, fixé lors de la conférence des territoires.



La mobilisation s'amplifie

Les associations aussi se mobilisent car la fin des emplois-aidés les place dans une situation dramatique et plusieurs d'entre-elles ne pourront pas poursuivre leurs activités.

En Bretagne, Nathalie Sarrabezolles, présidente du Conseil départemental du Finistère, a interpellé le président de la République dans une lettre ouverte pour lui rappeler que derrière les chiffres des statistiques ce sont des femmes et des hommes qui, avec le dispositif des emplois aidés, s'engagent dans un parcours d'insertion dans le monde du travail.

« Si l'on veut bien sortir du cynisme de la statistique, nous arrivons au cœur du sujet : ces contrats sont avant tout un outil de mise en œuvre des politiques d'insertion. Derrière ces chiffres, en effet, nous trouvons des situations humaines, sociales. L'emploi reste l'ambition que nous devons porter pour toutes et tous, quelle que soit la situation, même si le chemin est parfois long car les parcours chaotiques et les freins nombreux. Un emploi, vous le dites vous-même, dépasse la question du revenu : dans notre société, il apporte à l'estime de soi, au lien avec l'autre, à la réciprocité des échanges et à la reconnaissance mutuelle qui est la base de la solidarité.

Les contrats aidés, dont l'objectif est de favoriser l'accès à l'emploi des personnes éloignées du marché du travail, sont de natures diverses et s'adaptent à diverses situations. Leurs bénéficiaires sont majoritairement des femmes et, à plus de 85%, des personnes en difficulté particulière d'accès à l'emploi. Vous évoquez un «taux de retour à l'emploi durable des personnes concernées très faible». Pourtant, l'évaluation du suivi professionnel montre, contrairement à ce que j'ai pu lire ici ou là, que leurs effets ne sont pas anecdotiques : de 41 à 67% des personnes, selon les types de contrats, sont en emploi six mois après la fin de celui-ci. »

« En proposant un moratoire sur cette décision, vous pourriez permettre d'engager une concertation pour trouver les solutions adéquates », concluait la présidente du Conseil départemental.

Dans une interview publiée par le groupe socialiste, Loïg Chesnais-Girard a également annoncé avoir demandé un moratoire, « afin de bien mesurer les impacts car je pense que les répercussions peuvent véritablement remettre en question notre vitalité et notre économie globale autour de la culture ».

CAP  
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 28/9/2017



PRESSE  
URGENTE  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## Provocation !

Comment faire encore confiance au Medef ? Cette organisation patronale s'est spécialisée dans la victimisation et la recherche de boucs émissaires. Jamais, quel que soit le sujet, le patronat français n'accepte de reconnaître la moindre once de responsabilité dans la situation économique française.

Et maintenant il révèle le fond de sa pensée en s'attaquant frontalement à l'Éducation nationale.

Oui, après une journée d'indignation, Pierre Gattaz a présenté ses excuses aux enseignants. Mais elles n'ont pas plus de valeur que sa promesse de créer un million d'emplois. Comment s'étonner ensuite que le dialogue social soit compliqué ?

PS29

## Chiffre de la semaine

226 millions d'euros

C'est le montant des crédits pour l'investissement dans les territoires ruraux annulé par le gouvernement.

# Quelle pêche en 2030 ?

**Ce sont les professionnels de la filière qui décideront de l'avenir de la pêche française. Voilà en substance le message des 8<sup>e</sup> Assises de la Mer et de la Pêche qui se sont tenues à Quimper les 21 et 22 septembre.**



Les pêcheurs peuvent compter sur nous

Cela signifie que la pêche française, et singulièrement bretonne, a un avenir à condition que l'ensemble des acteurs de la filière, du pêcheur au poissonnier en passant par le mareyeur, se réunissent au sein d'une interprofession où chacun partage la même ambition.

Aujourd'hui, la situation peut être considérée comme positive. Cependant, une hausse du prix des carburants pourrait avoir rapidement des effets dévastateurs sur les marges des armateurs. Une fermeture des zones

de pêche britanniques pourrait aussi avoir de graves conséquences pour les armateurs bretons.

Pour ne pas subir et mettre en œuvre une stratégie nationale et structurer tous les acteurs de la filière, un grand travail de prospective associant universitaires et professionnels avait été lancé sous le quinquennat de François Hollande. Pendant deux ans, ils ont envisagé toutes les évolutions possibles pour en déduire quatre scénarios.

## « La pêche française dispose de nombreux atouts. »

Il semble aller de soi que, si les acteurs de la filière coopèrent et se serrent les coudes pour valoriser les produits de la pêche française, on pourra envisager l'avenir de la filière avec optimisme. C'est d'ailleurs l'hypothèse retenue par l'un des scénarios proposés.

Mais un autre scénario envisage une autre évolution. La coopération entre pêcheurs et mareyeurs semble aller de soi. Cependant, faute de discussions, il est tout à fait envisageable que les mareyeurs s'approvisionnent auprès d'entreprises aquacoles ou dans des ports étrangers. Rien n'est écrit d'avance.

Dans les autres pays européens, les professionnels de la pêche s'organisent

par eux-mêmes et la France fait figure de dernier des Mohicans. Pourtant, elle ne manque pas d'atouts à faire valoir : un marché intérieur important, un savoir-faire indéniable, des équipements performants. Il ne reste qu'à surmonter quelques handicaps comme l'organisation de la filière et la définition d'une stratégie commune.



Pour une stratégie nationale

**« Pour les accompagner dans cette nécessaire mutation, les marins pêcheurs du Finistère peuvent compter sur notre soutien »,** a insisté Michaël Quernez, vice-président du Conseil départemental. Le Finistère rassemble en effet 25% des pêcheurs français. **« Nous aurions pu, comme certains l'ont fait nous désintéresser de la pêche mais nous avons choisi de la soutenir et de l'accompagner en lien avec la Région et les intercommunalités. »**

## Les enjeux pour la pêche



### Renouvellement de la flotte

La flotte de pêche française doit rapidement être renouvelée pour sortir du cercle vicieux actuel : sur des navires anciens, les conditions de travail et de sécurité ne sont pas bonnes, ce qui décourage les vocations, altère l'image de marque de la profession et dissuade les investisseurs.



### Prix du gasoil

Le faible coût du pétrole explique en partie la bonne santé de la filière pêche depuis quelques années. Cependant, si les prix du baril venaient à augmenter, les conséquences pourraient être dramatique pour les armateurs. Il est donc nécessaire de travailler dès maintenant sur des navires plus économes.



### Évolution de la consommation

In fine, ce sont les consommateurs qui achètent ou non des produits de la mer. Il est donc essentiel pour la profession de valoriser leur image et de bien cerner leurs attentes, afin de leur proposer des produits sains et pratiques à consommer.



# Moments citoyens

**Élu pendant 35 ans, dont 19 au Sénat, François Marc a décidé, pour des raisons de santé, de passer la main et de quitter le Sénat. Cette décision est effective depuis le 24 septembre, date du renouvellement partiel des sénateurs.**

Il en profite pour publier *Moments citoyens*, aux éditions de l'Aube. Dans ce livre, il revient sur les mandats qu'il a exercés (maire, président d'intercommunalité, vice-président du Conseil général et sénateur), sur les campagnes qu'il a menées, sans jamais en perdre une seule. **« Mais j'ai surtout voulu mettre en avant les valeurs, à l'origine de mon engagement, et expliquer, de manière pédagogique, en quoi consiste la fonction d'élus »,** explique le sénateur du Finistère.

Professeur d'économie, François Marc aurait pu mener une brillante carrière universitaire. Mais il a choisi de s'engager en politique, **« pour être, comme tous les autres élus locaux, utile à mes concitoyens ».**

Ce livre s'adresse à tout le monde, même si son auteur pensait, pendant sa rédaction, aux électeurs qui lui ont régulièrement accordé leur confiance pendant plus de trente ans. Mais aussi aux jeunes qui, parfois l'interrogent sur le rôle des élus. **« Ils ont souvent l'image caricaturale de joutes verbales et d'affrontements, notamment pendant**

**les séances télévisées de questions au gouvernement sans mesurer ce que signifie vraiment l'action des élus ».** Or, pour François Marc l'engagement politique, c'est avant tout de l'action au service de convictions pour améliorer concrètement la vie des habitants.



*François Marc : pragmatisme et pédagogie*

C'est d'ailleurs parce qu'il est attaché à la lutte contre les inégalités territoriales que François Marc insiste, particulièrement dans son ouvrage, sur les dossiers finistériens pour lesquels il s'est fortement engagé. **« J'ai voulu mettre en évidence le rôle des parlementaires pour défendre les dossiers locaux et montrer aux citoyens en quoi le vote de lois ou d'amendements peut avoir des répercussions concrètes sur la vie des citoyens ou l'activité des entreprises. »** C'est pourquoi le sénateur revient sur des dossiers comme la loi littoral, son combat, dès son annonce, contre l'écotaxe ou des

dossiers fiscaux, mais aussi l'avenir de la *Britanny Ferry* ou la défense des langues et cultures régionales. François Marc s'est aussi beaucoup investi pour moraliser et assainir la finance internationale et lutter contre les paradis fiscaux. **« La régulation des excès du capitalisme est un combat important pour les socialistes »,** insiste-t-il.

Enfin, dans les derniers mois de son mandat, le sénateur du Finistère s'est attaché à travailler sur l'utilisation, par la France des fonds européens qui représentent environ 19 milliards d'euros.

À chaque fois qu'il a eu à traiter un dossier, François Marc l'a fait avec pragmatisme et pédagogie en ayant à cœur d'expliquer et d'anticiper les conséquences des textes votés, sur la vie quotidienne des gens. À la lecture de ce livre, on comprend que l'activité parlementaire demande une disponibilité totale. **« Je n'aime pas travailler à moitié, or, mes douleurs lombaires ne me permettraient plus d'être aussi disponible que je l'aurai souhaité »,** explique l'ancien sénateur.

Et maintenant ? Jean-Luc Fichet, troisième sur la liste sénatoriale en 2014 va faire son retour au Sénat. **« Ensuite, je vais adopter un rythme de vie plus souple afin de limiter mes douleurs lombaires, avant, très certainement, de prendre des engagements associatifs »** explique François Marc.

## En savoir plus

**Communiqué du bureau fédéral extraordinaire du 25 septembre 2017**



Suite à la démission de Marc Coatanéa du poste de Premier secrétaire fédéral,

un Bureau fédéral extraordinaire s'est tenu le lundi 25 septembre au siège de la Fédération à Quimper.

À l'unanimité, ce bureau a décidé de suspendre le processus de désignation du Premier secrétaire fédéral.

Le Bureau fédéral a également convoqué un Conseil fédéral pour le vendredi 6 octobre à 19h30 dans les locaux du PS à Brest. Ce Conseil fédéral, ouvert à tous les adhérents, aura comme ordre du jour unique la gouvernance de la Fédération : la désignation d'un.e Premier.e secrétaire fédéral.e ou la mise en place d'une direction collégiale.

Rappel : seuls les membres titulaires du Conseil fédéral ou en cas d'absence, les suppléants, peuvent prendre part aux votes.

### Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Monique Hernot, ancienne secrétaire de la section de Lesneven.

Institutrice, Monique Hernot fut la candidate du Parti Socialiste dans le canton de Lesneven en 1982 et 1988.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

6 octobre

19h 30 : Conseil fédéral  
ouvert à tous les  
adhérents au local du PS  
à Brest.

# Soldats de Dieu

Xavier Crettiez

**Dans Soldats de Dieu (éditions de l'Aube, Fondation Jean Jaurès), Xavier Crettiez et Bilel Ainine expliquent comment les djihadistes entrent dans la lutte armée. Fruit d'entretiens avec 13 djihadistes incarcérés, cet ouvrage montre comment fonctionne la propagande de Daech.**

**Cap Finistère : Pourquoi avoir mené cette enquête ?**

**Xavier Crettiez :** Je travaille depuis vingt ans sur les phénomènes de violence ethno nationalistes chez les Irlandais, les Basques ou les Corses.

J'ai été contacté par le ministère de la Justice pour mener un travail sur les djihadistes, pour comprendre comment ils entrent dans la lutte armée. Malgré cette demande officielle, il ne nous a pas été possible de rencontrer autant de détenus que nous le voulions. Au total, nous avons mené des entretiens biographiques avec treize condamnés.

**Cap Finistère : Qui sont ces treize djihadistes ?**

**Xavier Crettiez :** Il s'agit de détenus, pour faits de terrorisme, purgeant des peines de cinq à vingt ans de prison. Ils ont combattu dans des groupes armés ou ils ont participé à l'acheminement de combattants. J'insiste bien sur ce point car il existe des islamistes radicaux qui ne sont pas violents. Les piétistes sont aussi des radicaux, mais sans violence. Les tenants de l'islam politique, comme les frères musulmans tiennent aussi un discours radical mais participent aux processus démocratiques. D'ailleurs, les djihadistes s'opposent aux piétistes, qu'ils accusent de se concentrer sur des détails comme le voile ou aux frères musulmans qui se « compromettent » en faisant de la politique.

**Cap Finistère : Êtes-vous certains de leur bonne foi ? Ne cherchent-ils pas de remises de peines ?**

**Xavier Crettiez :** Nos entretiens duraient plusieurs heures et il est difficile de mentir aussi longtemps. En outre, ils tiennent des propos très durs. Si on prend le temps de les écouter, ils sont d'ailleurs beaucoup plus virulents contre les Chiïtes, qu'ils considèrent comme leurs pires ennemis, que contre les Occidentaux. Ils continuent à justifier les attentats.

**Cap Finistère : Après vos entretiens, pensez-vous qu'une dé-radicalisation soit possible ?**

**Xavier Crettiez :** Pour certains oui, pour d'autres non. Pour certains, la dé-radicalisation passe par un discours de doute. Il ne faut

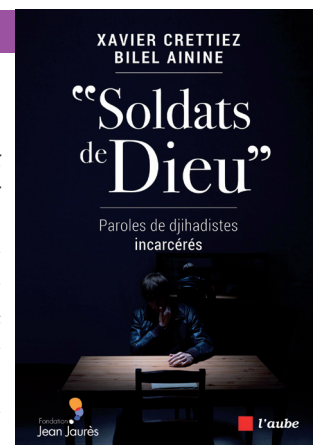
pas les prendre pour des dingues. Leur discours est très construit et a sa propre rationalité. Nous avons été étonnés de constater qu'ils étaient ouverts à la discussion et même qu'ils semblaient la rechercher. Mais, ils peuvent entendre un autre discours, à condition qu'il soit porté par des personnes à qui ils reconnaissent une légitimité, c'est-à-dire des imams qui sont capables de leur proposer une autre interprétation du Coran que la leur. Nous, nous ne pouvons pas les faire douter car ils nous considèrent comme des mécréants.

Le contexte international pourra aussi contribuer à la dé-radicalisation. En effet, les djihadistes vouent un culte à Daech qu'ils considèrent comme un modèle. Daech a mis en place un État qui devait préfigurer le califat et a résisté aux Occidentaux. Mais, avec la défaite militaire qui se profile pour l'État islamique, ce modèle va s'épuiser de lui-même.

**Cap Finistère : En fonction de leurs parcours, comment peut-on prévenir le passage à la violence ?**

**Xavier Crettiez :** Déjà, il ne faut pas croire qu'on « bascule » dans la violence. Il existe tout un processus qui va de la consultation de sites internet aux actions violentes en passant par des rencontres avec des combattants. Il y a donc un travail à faire sur internet. Beaucoup de djihadistes se sont radicalisés sur la toile. À la fois en regardant des vidéos de propagande très violentes, qui provoquent des chocs moraux, mais aussi en lisant des extraits très orientés du Coran diffusé par l'État islamique, en PDF.

Ensuite, alors que de nombreux travaux ont démontré que la fréquentation de mosquées salafistes ne conduit pas à la violence, il y a probablement un nouveau discours à trouver pour ne pas menacer d'utiliser les fermetures de ces mosquées. Car, au contraire, la fermeture de lieux de cultes entretient la propagande de Daech selon laquelle l'Islam serait persécuté en France. Car, au cours de nos entretiens nous nous sommes rendu compte que les djihadistes ne détestent pas la France. Ils aiment sa culture, ses paysages mais pas son modèle qu'ils présentent comme ségrégationniste à l'encontre des Musulmans. Fermer des mosquées revient à valider leur discours.



## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428  
N° 1198 - Vendredi 29 septembre 2017  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST  
Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste

